

Questions orales

Canada et ne devra pas être réalisé à l'étranger, dans des pays comme la Norvège par exemple?

L'hon. Marc Lalonde (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Madame le Président, j'ai eu l'occasion de discuter de la question avec le président de Petro-Canada à plusieurs reprises depuis quelques mois. Je lui a signalé que le gouvernement canadien tient beaucoup à ce que ce matériel soit fabriqué au Canada si possible. Le président de Petro-Canada a déclaré à l'époque qu'il veillerait à ce que la société y attache une très haute priorité. Je crois d'ailleurs que la déclaration qu'il a faite à ce sujet à Halifax ne laisse aucun doute là-dessus. Encore une fois, cela dénote le rôle majeur que Petro-Canada peut jouer dans le domaine énergétique, et en particulier dans le domaine pétrolier et gazier. Je suis heureux de constater que le député appuie la participation de Petro-Canada, contrairement à l'attitude antérieure de son parti à cet égard.

* * *

LA DÉFENSE NATIONALE**LE PROGRAMME DE CONSTRUCTION DE FRÉGATES**

M. Howard Crosby (Halifax-Ouest): Madame le Président, le temps nous dira si les assurances du ministre valent quelque chose et si les travaux seront effectués au Canada.

Ma question supplémentaire porte sur la construction navale et je l'adresse au ministre de la Défense nationale. Les habitants de l'Est du Canada voient également avec inquiétude que le programme de frégates, n'avance pas et, selon certains bruits, il sera peut-être abandonné. Le ministre pourrait-il nous donner tout de suite l'assurance que le programme de frégates suit son cours normal et que les modalités dont il a fait part à la Chambre seront respectées? Il s'agissait de planifier le programme et de fixer une date pour le début des travaux de construction. Peut-il nous assurer que les contrats découlant du programme de frégates seront accordés à des chantiers navals canadiens?

L'hon. J. Gilles Lamontagne (ministre de la Défense nationale): Madame le Président, je suis désolé, mais j'étais distrait. Le député pourrait-il répéter sa question?

Des voix: Oh!

Une voix: Il n'écoute même pas les questions qu'on lui pose.

M. Crosby: Madame le Président, je me rends compte que le ministre était perdu dans ses réflexions. J'espère qu'il songeait à notre programme de construction de frégates. Voici ma question: pourrait-il donner à la Chambre l'assurance que notre programme de construction de frégates suit normalement son cours et que ce sont des Canadiens travaillant dans des chantiers navals canadiens qui construiront ces frégates?

M. Lamontagne: Madame le Président, je puis donner au député l'assurance que notre programme de construction de frégates est bien engagé. Il n'accuse aucun retard indu. Les décisions à cet égard seront prises de la même façon que celles concernant le NFA et les autres projets intéressant la défense.

LE LOGEMENT**LES MESURES VISANT À STABILISER LES TAUX D'INTÉRÊT HYPOTHÉCAIRE**

Mme Margaret Mitchell (Vancouver-Est): Madame le Président, j'espère que les députés d'en face voudront bien se réveiller pour écouter ma question, car les Canadiens en ont plein le dos de payer excessivement cher pour se loger.

Comme le ministre des Finances est absent de la Chambre, c'est au ministre chargé de la SCHL que je m'adresse. Le Conseil économique du Canada estime que le prix des maisons a augmenté de 130 p. 100 au cours de la dernière décennie, alors que l'indice général du coût de la vie n'a augmenté que d'environ 86 p. 100. Par ailleurs, il prévoit que le prix des maisons augmentera vraisemblablement de 14 à 19 p. 100 l'année prochaine, ce qui constitue une augmentation excessive et bien supérieure à la hausse du coût de la vie. Dans le sud de la Colombie-Britannique, le prix des maisons augmente de \$10,000 tous les mois.

Puisque le ministre des Finances est absent, le ministre pourrait-il nous dire s'il entend exercer des pressions sur le cabinet en général et le ministre des Finances en particulier pour qu'ils réduisent et stabilisent le niveau des taux d'intérêt et, partant, celui des prêts hypothécaires, de façon que le secteur de la construction puisse s'atteler de nouveau à la tâche de bâtir des maisons à des prix et à des taux d'intérêt hypothécaire que les Canadiens peuvent payer?

L'hon. Paul J. Cosgrove (ministre des Travaux publics): Madame le Président, je transmettrai volontiers les instances du député au ministre des Finances. J'aimerais ajouter que pour donner suite aux demandes de certains députés d'en face, et notamment de l'honorable représentante, le gouvernement a déjà pris des mesures précises au début de l'année pour remédier à ce problème en augmentant de 5,000 le nombre des nouvelles mises en chantier de logements sociaux, et en augmentant ses subventions dans le cadre du programme de rénovation. En outre, il s'est attaqué dans le budget au problème de la construction des immeubles à logements multiples en accordant 15 millions de dollars de subventions au programme MURB.

Mme Mitchell: Ma question supplémentaire s'adresse au même ministre. Comme seulement 55 propriétaires ayant souscrit au programme d'aide à l'accession à la propriété ont jusqu'ici profité du programme de prêt hypothécaire à amortissement progressif institué par le gouvernement—cette aide limitée ne répond de toute évidence pas aux besoins des Canadiens—le ministre peut-il nous dire combien de maisons sont maintenant devenues la propriété de la SCHL par suite du défaut de remboursement de l'hypothèque et de la reprise de maisons visées par le programme d'aide à l'accession à la propriété? Fera-t-il des pressions sur le cabinet qui, nous le savons, ne se préoccupe pas vraiment du dossier du logement, afin qu'il prenne des mesures en vue de remédier à cette situation en veillant à ce que les institutions prêteuses affectent une certaine proportion de leurs avoirs à des prêts et des hypothèques consentis à des taux que les Canadiens peuvent se permettre de payer?

M. Cosgrove: Madame le Président, je profiterai de l'occasion pour rappeler au député que sur la recommandation que m'en avait faite en mai dernier, le ministre des Finances, j'ai